

RAPPORT FINAL

TITRE DE LA PRESTATION ET NUMERO D'IDENTIFICATION
Projet d'Appui aux Commissions Locales de Récupération Des Armes Légères –
Tombouctou
MLI 0401712.

INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION.

Pays : Mali

Secteur et sous –secteur CAD : 15050 (renforcement de la société civile)

Institution nationale chargée de l'exécution : Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes légères / Présidence de la République

Agence d'exécution : Représentation CTB - Mali

Nombre d'experts en coopération internationale de la CTB : Néant

Durée de la prestation (selon AS/CS) : 60 mois

Date de démarrage de la prestation :
Selon AS/CS : 01 / 05 / 06
Effective : 17 / 04 / 07

Date de clôture de la prestation :
Selon AS/CS : 18 / 11 / 09
Effective : 18 / 11 / 09

Modalités de gestion de la prestation : Cogestion / Régie

Budget total de la prestation : 2 570 527 €

Période couverte par le rapport : Mai 2006 à Novembre 2009

Annexes		Oui	Non
1.	Résumé des résultats	X	
2.	Etat des recettes et dépenses de l'année sous revue	X	
3.	Taux de déboursement de la prestation	X	
4.	Personnel de la prestation	X	
5.	Sous-traitance et appels d'offres	X	
6.	Equipements	X	
7.	Formations	X	
8.	Baillleurs de fonds	X	

PREMIÈRE PARTIE : APPRECIATION

Appréciez la pertinence et la performance de la prestation en utilisant les appréciations suivantes:

- 1. - Très satisfaisant
- 2. - Satisfaisant
- 3. - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4. - Non satisfaisant
- X. - Sans objet

Inscrivez vos réponses dans la colonne correspondant à votre rôle dans l'exécution de la prestation :

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERTINENCE¹ (cf. PRIMA, §70, p.19)		
1. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?	1	1
2. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement?	2	2
Indiquez votre score par rapport aux trois thèmes ci-dessous :		
a) Genre	1	2
b) Environnement	1	2
c) Economie sociale	1	2
3. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	1	1
4. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles?	2	2
5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est-elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés?	1	2

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si les choix des objectifs, les choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)		
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)	1	2
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	1	2
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elle été appropriée? (efficacité)	2	2
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficacité) :	2	2
a. Ressources financières?	2	2
b. Ressources humaines ?	2	2
c. Matériel et équipements ?	1	2
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficacité)	2	2
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût - efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficacité)	1	2
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)	1	2

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. (Les 4 critères sont efficacité, efficacité, respect des délais et qualité du personnel).

³ voir annexe 1 pour plus de détails

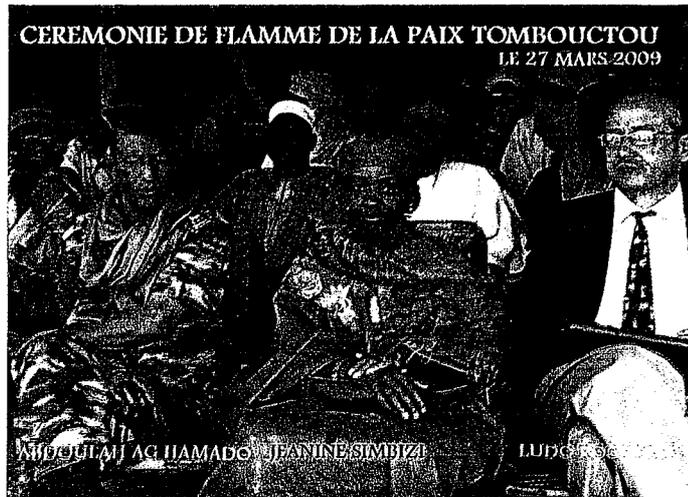
Indiquez votre appréciation globale de la prestation *en utilisant les appréciations suivantes*:

- 1 - Très satisfaisant
- 2 - Satisfaisant
- 3 - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4 - Non satisfaisant
- X - Sans objet

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	1	2

Expliquez les raisons de votre appréciation, qui peut dépasser le cadre strict des critères de pertinence et de performance ci-dessus et être différente de l'appréciation donnée pour ceux-ci.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
<p>Les difficultés de démarrage étaient telles que nous étions obligés de nous séparer des deux premiers responsables. Donc l'avenir du projet malgré sa pertinence était compromis. Toutefois, la nouvelle équipe dirigeante a donné espoir à tout un chacun. Un projet se définit par rapport à ses objectifs, à ses résultats attendus, à ses indicateurs objectivement vérifiables. Le ratio coût / efficacité et l'utilisation efficiente de tous les moyens du projet ont concouru à l'atteinte des résultats bien appréciés par tous.</p> <p>Tous les acteurs s'estiment heureux d'avoir contribué à la mise en œuvre du projet dans un climat sain empreint d'esprit de partage et de valorisation du savoir et du savoir faire de chacun des acteurs. La collaboration entre les différents acteurs est toujours fondée sur la volonté de réussir.</p> <p>Le projet a ajouté de la valeur à la politique nationale de renforcement de la sécurité humaine, de la bonne gouvernance et de la paix.</p>	<p>Des difficultés inhérentes au démarrage de tout projet ont été aussi vécues sur celui-là, à savoir : le démarrage tardif des activités couplé aux problèmes socioculturels de la localité, le remplacement de l'équipe du projet et la reformulation du DTF.</p> <p>La résolution desquelles difficultés a permis de donner un nouveau souffle à la bonne exécution du projet.</p> <p>Bien que le projet cadre parfaitement avec le contexte sécuritaire de la zone d'intervention, il était pertinent, et le reste encore, que l'étendue de la zone d'intervention ne correspondait pas en taille aux capacités humaines mises à disposition pour son encadrement.</p> <p>Le dispositif ainsi mis en place avec le maillage des commissions locales de récupération d'armes, reste dans sa dynamique locale et pourra se parfaire et être plus performant et durable.</p> <p>Les microprojets communautaires et collectifs ont permis une plus grande visibilité de l'action du projet. Ceux collectifs, exécutés par l'ANICT, devraient être plus orientés comme résultats du projet et connus comme tels.</p>



Symbole du partenariat pour la sécurité

DEUXIÈME PARTIE : RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.

1. Si nécessaire, décrivez l'objectif Spécifique et les Résultats Intermédiaires de la prestation, tels que mentionnés dans le document de projet ainsi que les changements opérés (quand, comment et pourquoi).

L'objectif spécifique du projet est : « le renforcement de la sécurité dans la boucle du Niger à travers le développement d'une économie solidaire ».

Cet objectif est très pertinent dans le cas spécifique de la région de Tombouctou mais aussi pour l'espace de la Boucle du Niger. Sans sécurité, la paix est compromise et sans paix c'est tout le développement qui est hypothéqué.

Les résultats du projet, formulés rationnellement, ont résisté à la réactualisation du DTF en dépit des difficultés que le projet a connu à son démarrage. Ils sont :

Le résultat I : Les structures légitimes de gestion du projet sont mises en place

Le résultat II : Les capacités de communication, de sensibilisation et d'animation des différents acteurs sont renforcées dans une perspective de durabilité des acquis (Formation - Sensibilisation - Education - Information)

Le résultat III : Les opérations de collecte, de destruction et de régularisation des armes légères sont réalisées

Le résultat IV : Les dynamiques de développement d'une économie solidaire sont renforcées.

2. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

L'objectif spécifique du projet tel que formulé : « le renforcement de la sécurité dans la boucle du Niger à travers le développement d'une économie solidaire » a été atteint.

Le projet a fortement contribué au renforcement de la sécurité dans la boucle du Niger, tout en influençant positivement sur la mentalité des hommes et des femmes détenteurs (trices) d'armes.

Les 56 Maires des Collectivités Territoriales ont pris des arrêtés pour créer les commissions locales de récupération des armes légères. Grâce aux efforts des 616 membres des Commissions Locales de Récupération des Armes Légères, dont les membres, femmes et jeunes ont sillonné 740 villages, 729 fractions nomades, 51 quartiers et ont sensibilisé 236 217 personnes pour renforcer la sécurité. Ils ont récupéré 1 396 armes dont 60% sont des armes de guerre, les autres 40% sont des fusils de chasses, pistolets artisanaux.



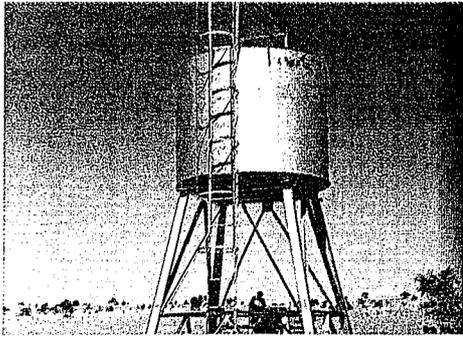
Adhésion des populaires au PACLRAL



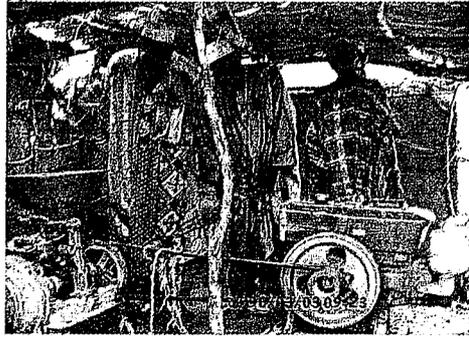
*Le Responsable Administratif et Financier en supervision
(Adhésion de l'équipe au PACLRAL)*

1 259 personnes ont légalisé le port de leur arme par l'obtention d'un permis de port d'armes délivré par l'administration. En même temps.

63 projets d'intérêts collectifs et 159 projets d'initiatives d'économie solidaire minutieusement sélectionnés ont bénéficié des appuis technique et financier du projet.



Contribution du PACLRAL à la couverture en eau



Contribution du PACLRAL à l'allègement de la tâche ménagère



1990/03/04 06:17

Renforcement du pouvoir économique de la femme



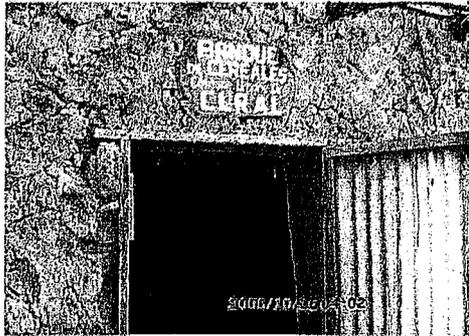
1990/03/05 23:44

Contribution du PACLRAL à la Sécurité Alimentaire



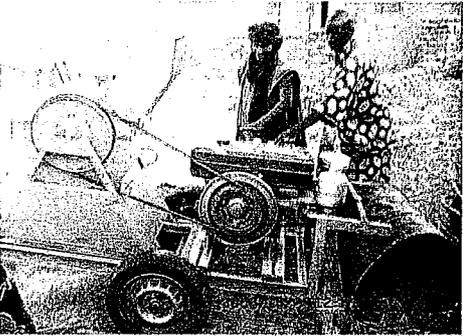
1990/03/04 07:46

Contribution du PACLRAL à l'Emploi des Jeunes



1990/03/04 08:02

Contribution du PACLRAL à la Sécurité Alimentaire



Décortiqueuse en milieu nomade



Les techniciens étudient les dossiers de microprojets

Au niveau de toutes les concertations, les représentants des populations ont évoqué le changement positif de comportement et de mentalité pour une culture de la paix.

A toutes les opportunités, les responsables administratifs, politiques et ceux de la société civile font l'éloge des acquis du projet et la réduction des conflits intra et/ou intercommunautaires avec utilisation d'armes à feu. En dehors des conflits armés entre éleveurs et agriculteurs déjà au niveau des juridictions, il n'a été fait usage d'arme à feu dans aucun conflit durant cette période (2007-2009).

Bien que la clôture du projet soit annoncée, les CLRAL sont à pied d'œuvre et les détenteurs d'armes illicites continuent de s'identifier pour déposer et /ou acquérir un permis de port d'arme.

Toutefois, la sagesse commande de relativiser l'atteinte de l'objectif spécifique en raison du fait que la zone est souvent le théâtre d'opérations à mains armées de grande envergure. Celles-ci avec une connotation transfrontalière de nature à créer le doute chez certains, ravivent au même moment le désir de se réarmer.

3. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

Une analyse des indicateurs prouve que les résultats intermédiaires du projet ont été atteints.

Les indicateurs de l'objectif spécifique

- 1 396 armes illicites dont 838 armes de guerre ;
- 1 900 demandes de permis de fusil de chasse ont été enregistrées dont 1259 établis et délivrés;
- 9 207 munitions dont des grenades offensives et défensives et des caisses de munitions récupérées;
- 6 rencontres intercommunautaires organisées pour prévenir et gérer les conflits qui se raréfient ;



La Représentante Résidente de la CTB à la Rencontre Intercommunautaire de Bourem Sidi Amar



La Rencontre Intercommunautaire de Bambara Maoudé



L'Attaché de l'Ambassade et la Représentante Résidente A la Rencontre Intercommunautaire de Tombouctou



Les Officiels à Rencontre Intercommunautaire de la Commune Rurale de Bourem Sidi Amar



Les officiels de la Rencontre Inter communautaire de Niafunké



Mme la Maire de la Commune de Goundam à la Rencontre Intercommunautaire

- Les structures et mécanismes de gestion de conflits sont connus de tous et leurs compétences sont renforcées : 5 points focaux de cercles et 56 Commissions Locales de Récupération des Armes Légères, un réseau régional des Commissions Locales de Récupération des Armes Légères (appelé point focal régional), ont été mis en place.

Les indicateurs de résultat

Résultat I : *Les Structures légitimes de Gestion du Projet sont mises en place.*

- La SMCL est en place, elle a tenue régulièrement avec succès ses sessions et ses recommandations sont suivies et mises en œuvre. Elle a évolué conformément à ses attributions et fonctionné par son implication dans l'orientation du projet ;



La SMCL tient sa session (Paul Van IMPE, CI Sirakoro Sangaré Président CNLPAL et CI Mamadou Togola Gouverneur à droite)

- La Cellule de Coordination du projet est en place et les contrats sont signés. L'équipe de cette coordination était restreinte : un chargé de projet, un responsable administratif et financier, une assistante administrative, un chauffeur et deux gardiens. Cependant avec son ambition de relever un défi et sa disponibilité, elle a su concilier conception, exécution, appui-conseil, suivi et évaluation du projet ;
- Les Commissions Locales de Récupération des Armes Légères de 55 communes sur 56, ont fourni des efforts pour sensibiliser, collecter des armes et appuyer la régularisation des armes illégalement détenues. Elles ont aussi participé activement à l'identification et à la mise en œuvre des projets collectifs et des microprojets d'économie solidaire. Toutes les sessions de la SMCL ont reconnu et approuvé lesdits efforts. Une seule commune en l'occurrence celle de Salam est restée en marge de la récupération et de la régularisation des armes ;
- Le Comité Consultatif Régional est créé. Il a tenu deux réunions le 30 Octobre 2007 et le 11 Mars 2009. Ses deux rencontres ont été riches en enseignements et ont permis de faire des recommandations pertinentes à la SMCL ;
- Toutes les structures légitimes sont fonctionnelles et dotées de moyens de travail ;
- Un manuel de procédures administratives et financières de gestion du projet est élaboré. Il est connu, appliqué et régulièrement actualisé par la Cellule de Coordination du projet ;
- Sur les 616 membres des CLRAL, on compte respectivement 8,12% de femmes et 13 % de jeunes ;
- Un dispositif de suivi - évaluation des activités du projet est mis en place. Le Comité Consultatif Régional à travers ses membres : préfets, sous-préfets et services déconcentrés de l'Etat, suit la mise en œuvre des activités conformément à ses attributions définies dans le DTF.

Résultat II : Les capacités de communication, de sensibilisation et d'animation des différents acteurs sont renforcées.

Ce résultat méritait d'être revu avec la reformulation. Il est de même de ses indicateurs. En effet à notre arrivée la ligne n'existait plus.

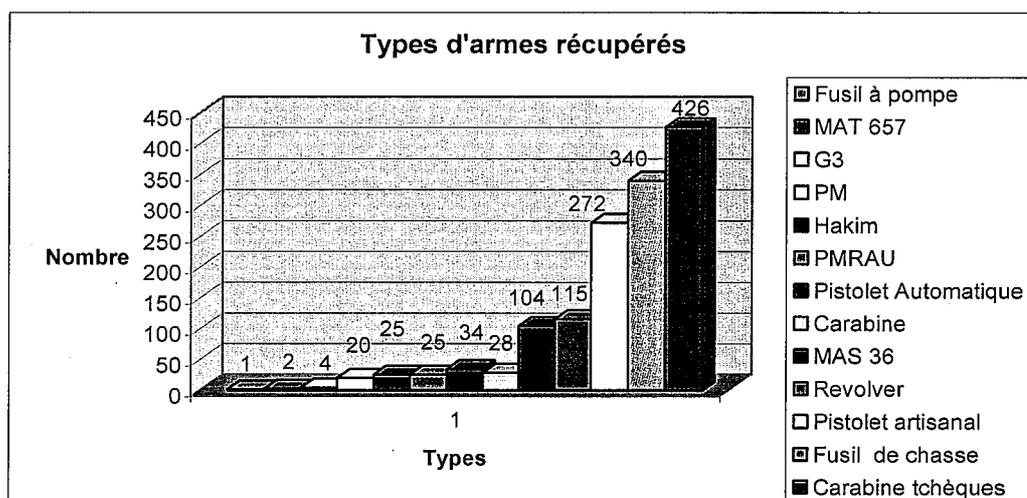
Toutefois la CCP s'est inspirée du guide du désarmement produit par la Commission Nationale de Lutte contre la prolifération des Armes Légères (CNLPAL) pour développer une stratégie de communication, fondée sur les valeurs culturelles et intrinsèques des leaders que nous avons valorisés.

Cette stratégie a abouti grâce à la motivation et à l'adhésion des acteurs, membres des CLRAL.

La réussite des campagnes de sensibilisation est le couronnement d'un plan de communication validé par les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PACLRAL. Les supports pédagogiques sont produits pour chacun des principaux résultats.

Résultat III : Les opérations de collecte, de destruction des armes et de régularisation sont réalisées.

- 1 396 armes ont été collectées, traitées et détruites par les structures compétentes en présence des déposants ou leurs témoins au cours des cérémonies de mini flamme de la paix.
- Après la cérémonie de Tombouctou, six (6) magasins de dépôt d'armes saisies existent et sont sécurisés par les autorités compétentes des régions de Tombouctou et Mopti.
- 1 259 détenteurs illégaux de fusils de chasse ont obtenu leur permis de port d'arme.
- Les capacités des acteurs directement concernés par la prévention et la gestion des conflits sont renforcées. Les présidents des CLRAL font aujourd'hui l'objet de convoitise et sont sollicités dans des discussions de haut niveau pour leur expertise.



N°	Type d'armes	Nombre
1	Fusil à pompe	1
2	MAT 657	2
3	G3	4
4	PM	20
5	Hakim	25
6	PMRAU	25
7	Pistolet Automatique	34
8	Carabine	28
9	MAS 36	104
10	Revolver	115
11	Pistolet artisanal	272
12	Fusil de chasse	340
13	Carabine tchèques	426
	TOTAL	1 396



FLAMME DES ARMES INCINERÉES A TOMBOUCTOU
LE 27 MARS 2009

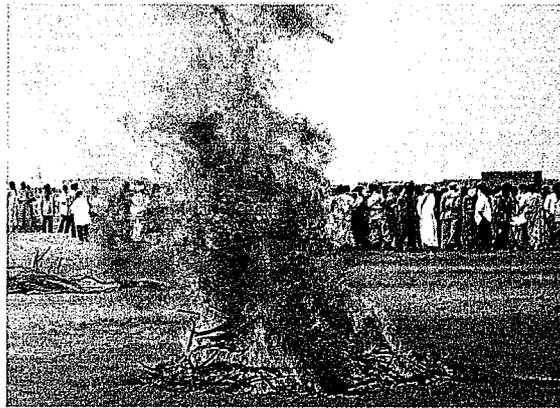


Le Gal Kafougouna Koné MATCL(en blanc) à l'incinération des armes récupérées par les CLRAL *Le Chargé du PROJET, La Représentante Résidente et l'Attaché*



Le bûché à Bambara Maoudé (Cercle de Gourma-Rharous)

Lt Beidari Ag Wani de la CNLPAL inspecte les armes avant incinération



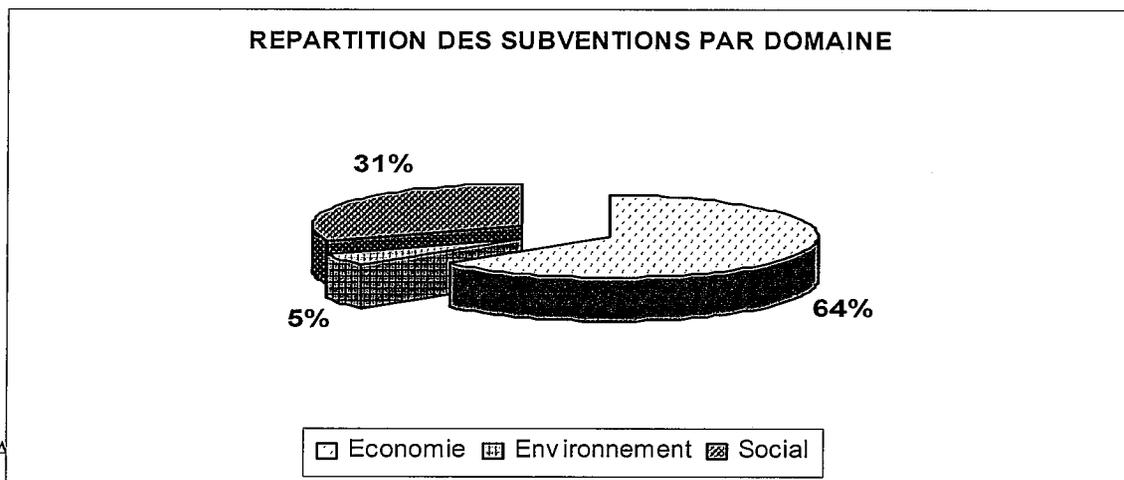
Les populations témoignent l'incinération des Armes récupérées après par le PACLRAL (Com Karéri-Diouara, Cer Ténékou, Rég Mopti))

La Représentante Résidente (centre) Sentiment d'avoir contribué sécurité au renforcement de la Sécurité après l'incinération des armes

Résultat IV : Les dynamiques de développement solidaire sont renforcées.

Au titre des Projets collectifs mis en œuvre à travers l'ANICT le projet a investi en :

Economie :	223 684 852 FCFA
Environnement	17 574 449 FCFA
Social	108 560 769 FCFA



- Les CLRAL ont identifié avec les communautés les idées de projet pour les microprojets d'économie solidaire depuis à l'étape de la sensibilisation ;
- La moitié des microprojets à dimension communautaire est portée par des femmes et des jeunes. Les femmes sont souvent responsables de microprojets. Elles ont bénéficié majoritairement de subvention dans le cadre des projets collectifs. Ceci est la preuve que le message de la discrimination positive en faveur des femmes est bien passé. Les femmes ont été des bénéficiaires privilégiés des subventions ;
- Les CLRAL ont acquis une capacité de mobilisation interne ou externe (prestataires) les rendant aptes à réaliser des études de faisabilité technique, économique, financière et sociale des microprojets identifiés ;
- Les CLRAL ont accompagné la traduction de leurs besoins sociaux de base en idée de projet. Elles sont intervenues pour orienter les prestataires dans le montage des projets ;
- Les initiatives éligibles ont toutes bénéficié de la subvention du projet ;
- L'ensemble des bénéficiaires directs des microprojets éligibles a mis en place des comités de gestion pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ;
- De l'avis des techniciens, cette disposition assure la durabilité des microprojets. Les microprojets soumis répondent techniquement aux critères fixés dans le DTF.
- Au moins une étude et deux recherche-actions sur des thèmes jugés pertinents par les différents acteurs sont conduites.

Pour cet indicateur, le bureau GIRAD-AFRIQUE a été retenu suite à un appel d'offre pour conduire une « Etude sur la circulation des armes légères et l'analyse des mécanismes traditionnels de lutte contre la prolifération des armes dans les communes de Nampalari, Kareri-Dioura, Léré, Tilemsi, Ber, Salam et Essakane », les sept (7) communes limitrophes à elles seules, ont récupéré 411 armes soit 30 % de toutes les catégories d'armes récupérées. La commune de Salam n'a pas déposé une seule arme. Les 49 communes autres communes de la zone du PACLRAL se partagent les 70 % des armes récupérées. Tous ces éléments justifient la pertinence du thème de l'étude.

Une recherche-action est réalisée avec le bureau d'études » FAGUIBINE-CONSULT-Sarl » sur la consolidation de la paix dans la zone du projet. Le rapport est disponible et il est jugé acceptable. Dans les recommandations, l'étude a proposé que les Commissions Locales, les points focaux du dispositif de pérennisation soient institutionnellement rattachés aux différents niveaux des Collectivités Territoriales. A travers cette recherche-action, il ressort que des actions doivent être menées pour accompagner la volonté des détenteurs illicites d'armes à les déposer par la poursuite des actions du PACLRAL.

4. Décrivez le système de suivi - évaluation qui a été mis en place lors de la mise en oeuvre de la prestation.

Pour le suivi - évaluation le système qui a été mis en œuvre, est fondé sur la planification des activités et des ressources financières chaque trimestre.

Afin de rationaliser l'efficacité, l'efficacités et la durabilité du projet, la responsabilité est partagée entre les différents acteurs.

L'efficacité

Respect du timing pour les résultats

Les activités essentielles planifiées ont pu être exécutées à temps. La raison fondamentale réside dans la volonté de tous les acteurs à relever le défi de l'insécurité. Les troubles occasionnels dus, soit à des bandits armés ou autres, n'ont pas réussi à détourner l'attention des principaux acteurs convaincus que la récupération des armes légères est un moyen efficace du renforcement de la sécurité et du développement.

Moyens engagés dans l'exécution des activités

Les moyens affectés ont été utilisés de manière optimale et conformément aux lignes directrices. Les partenaires Royaume de Belgique et République du Mali ont respecté leur engagement financier. La qualité des activités et la stratégie d'appropriation de tout le processus de mise en œuvre et l'implication de tous les acteurs ont facilité la mise en œuvre des activités du projet. Le développement de la communication sur chaque activité était très efficace. Toutes les dépenses planifiées ont été approuvées par la SMCL.

Le modèle organisationnel du projet, bien que complexe, est jugé satisfaisant. Dans son organisation institutionnelle, le projet implique plusieurs acteurs dont les attributions spécifiques et diverses sont complémentaires et assumées de façon responsable. Ceci explique que chaque acteur a joué convenablement son rôle et a rendu le modèle très opérationnel.

Les recommandations des audits ont été mises en œuvre par le PACLRAL.

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation et comment la prestation a-t-il tenté de les résoudre ?

Le PACLRAL a rencontré des problèmes à son démarrage, problème qui a abouti à sa suspension pour six (6) mois. L'absence de bonne collaboration entre les deux responsables a conduit à cette suspension. Cet état de fait a ébranlé l'espoir de voir un projet aussi sensible se réaliser.

Face à cette situation le projet a été reformulé et une nouvelle équipe avec de nouvelles attributions a été mise en place.

Après un démarrage effectif, les attaques à mains armées d'Aguelhoc, Diabali et Nampalari ont semé le doute dans les esprits, les deux dernières localités étant situées dans la zone du projet.

Les CLRAL avec l'appui des autorités et de l'équipe du projet ont intensifié les campagnes de sensibilisation.

Un problème majeur était la taille de l'équipe de coordination et les exigences liées à la gestion saine et transparente conformément aux procédures administratives et financières généralement admises de tous, étant entendu que la plus part des acteurs sont des analphabètes. Ce qui requiert une présence permanente de l'équipe de la coordination pour renforcer la capacité des principaux gestionnaires.

Dans son exécution, le projet a fait face à quelques questions majeures toutes relatives aux ressources financières. Les CLRAL ne comprenaient pas la logique qui a guidé la répartition des fonds :

- a. Les fonds fixes étaient répartis selon trois (3) critères : la population, le nombre de villages/fractions et quartiers et le taux de recouvrement des impôts et taxes ;
- b. Les frais pour la sensibilisation et le fonctionnement des CLRAL étaient un forfait de 2 100 000 F CFA pour chacune des 56 CLRAL. Les communes n'avaient pas les mêmes réalités géophysiques. Certaines sont constituées de 65 villages alors d'autres n'en avaient que 3, certaines sont exondées alors que d'autres étaient inondées. La commune de Salam, à elle seule couvre le ¼ du territoire.

A l'avenir il est souhaitable de fixer des critères de répartition des fonds.

2. Quelles sont les causes des écarts par rapport aux résultats attendus ?

Il n'y a pas d'écart constaté dans l'atteinte des résultats attendus. Les efforts de tous les acteurs ont contribué à l'atteinte de tous les quatre résultats dans leurs détails.

Tous les résultats, tels que prescrits dans le DTF sont efficacement atteints. Le résumé des résultats ne ressort aucun manquement ni aucun résultat en souffrance. Toutefois les études sur l'atteinte du processus de renforcement de la sécurité ont révélé le dynamisme de celui-ci. La mise en œuvre efficace du PACLRAL a convaincu plus d'un.

3. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la prestation? Faites une réponse détaillée sur les plans de l'impact et de la durabilité des résultats.

Plusieurs leçons peuvent être tirées de l'expérience de la prestation.

- 1- La collaboration saine, efficace et efficiente entre la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères, les structures à vocation militaire et la société civile pour la mise en œuvre du projet est jugée satisfaisante. Elle a permis dans ce cas de contribuer de manière substantielle au renforcement de la paix et de la sécurité. Notons que la cellule de coordination du projet est composée de civils.
- 2- Le modèle de gestion se traduit par :
 - La collaboration entre la partie Belge et Malienne dans l'exécution et l'ordonnancement du projet ;
 - La collaboration entre civils et militaires ;
 - La collaboration entre société civile et collectivités décentralisées ;
 - La responsabilisation et le renforcement des capacités des populations en général et des CLRAL en particulier;
 - L'accompagnement du désarmement volontaire par la réalisation de microprojets ;
- 3- Le réseau des femmes membres des commissions locales de récupération des armes légères a joué un rôle éminemment important dans la sensibilisation.
- 4- La mise en place du réseau des commissions locales de récupération des armes légères pour la pérennisation des acquis.

4. Selon vous, comment la prestation a-t-elle été perçue par les groupes cibles ?

La prestation, dans tous ses aspects, a été bien perçue par les groupes cibles. Qu'il s'agisse des hommes ou des femmes, des adultes ou des jeunes des deux sexes, des nomades ou des sédentaires, des agriculteurs ou des éleveurs, sur l'étendue de la zone, tous ont œuvré d'abord pour le dépôt et la régularisation des armes illicites irrégulièrement détenues et ensuite pour la mise en œuvre d'une économie solidaire à travers un choix judicieux et partagé des projets d'intérêts collectifs.

Sur le bien fondé du PACLRAL les groupes cibles apprécient bien le projet parce que convaincus de la nécessité du désarmement volontaire. La conviction était très forte que sans sécurité, il n'y a pas de paix, sans paix, il n'y a pas de développement. Cette corrélation était partagée par toutes les cibles.

Par rapport aux ambitions de développement de la région, certaines cibles, malgré leur volonté d'aboutir à un désarmement total, estiment qu'il serait bon d'améliorer les appuis.

Le projet a eu un engouement certain auprès de tous les groupes cibles.

Les groupes-cibles avaient une bonne perception du PACLRAL en raison du fait non seulement qu'ils ont accès à temps à toutes les informations mais aussi que tous les résultats sont partagés. Les groupes cibles ont validé tous les résultats, qu'il s'agisse des plans d'action, des résultats de l'audit et des résultats de la

sensibilisation et de la collecte et/ou de la régularisation des armes, des droits de tirage, ensemble en toute transparence au cours d'ateliers organisés à cet effet.

Le projet, au moment de sa mise en œuvre, était la réponse à la situation de sécurité à laquelle les populations aspiraient. L'espoir est né quand à la prise en compte de leurs problèmes et priorités de développement. Le PACLRAL n'était pas que la récupération des armes légères mais aussi le développement de l'économie solidaire, donc une idée complète de projet.



Besoin de désarmement volontaire



*Volonté politique réellement affichée Gal Kafougouna Koné MATCL(Blanc)
CI Mamadou Togola Gouverneur et le Président du Haut Conseil des
Collectivités(Bleu)*

5. Quels ont été les résultats du suivi - évaluation ou du monitoring et des éventuels audits et contrôles? Comment les recommandations de ceux-ci ont-elles été prises en compte ?

Le premier audit financier et comptable du Projet d'Appui aux Commissions Locales de Récupération des Armes Légères dans la région de Tombouctou a couvert la période du 01/07/2007 au 30/09/2007. Il a été réalisé par le Cabinet Sec Diarra. Ses principales recommandations sont relatives aux :

- procédures d'engagement des dépenses ;
- procédures de gestion des missions et déplacements ;
- procédures de gestion du véhicule et du carburant ;
- procédures de gestion du personnel ;
- procédures de gestion de la trésorerie ;
- commissions locales de récupération des armes légères.

La plupart des recommandations ont été prises en compte. L'outil de suivi évaluation de celles -ci a été conçu à cet effet. Il retrace les actions à entreprendre, fixe les délais de leur mise en œuvre et ressort leur état d'exécution.

Cet audit a conclu qu'à « l'exception des faiblesses mentionnées, les procédures et contrôle interne mis en place par le PACLRAL pour la gestion appropriée du Programme pendant la période couverte sont respectés et fonctionnent dans tous leurs aspects significatifs de façon satisfaisante, respectent la base juridique du PACLRAL et prévoient une prévention et une détection minimal d'erreurs et d'irrégularités. »

Le second audit réalisé par le Cabinet EGCC, confirme le premier. En effet l'audit a recommandé le paiement de la tranche de 25 % du financement des microprojets. Sur 36,36 % des Commissions Locales de Récupération des Armes Légères soit vingt (20) d'entre elles tirées au hasard, 15 % soit trois (3) commissions avaient des situations à régulariser. Notamment la Commission de la Commune Rurale de

Lafia, celle de la commune rurale d'Alafia et celle de la commune urbaine de Tombouctou. Les régularisations portaient sur l'absence et /ou la conformité de certaines pièces justificatives. Les régularisations ont été faites pour la CLRAL de la commune urbaine de Tombouctou.

6. Quelles recommandations faites-vous pour la consolidation et l'appropriation de l'après - projet (les politiques à suivre ou à mettre en oeuvre, les ressources nationales nécessaires, la responsabilisation des groupes cibles, la manière d'appliquer les recommandations...)?

Recommandations générales :

- La mise en place d'un réseau de plaidoyer/lobby autour de la CNLPAL et qui prend en compte le politique, l'administratif, le judiciaire, les PTF, la communication et la société civile ;
- L'archivage et la documentation de l'expérience après la clôture définitive du projet ;
- L'évaluation de l'impact du projet une à deux années après sa clôture ;
- Le suivi des acquis.

Recommandations spécifiques :

La CNLPAL devrait :

- Maintenir la relation avec le Réseau des CLRAL qui est le dispositif de pérennisation des acquis du projet ;
- Poursuivre la recherche de financement pour consolider les acquis;
- Appuyer l'opérationnalisation du Réseau (point focal régional) par la mise à disposition de moyens adéquats et l'initiation d'au moins une rencontre annuelle.

Le Réseau des CLRAL (point focal régional) devrait :

- Poursuivre les actions de sensibilisation en mettant à profit les espaces de concertation et les cérémonies traditionnelles ;
- Convaincre les collectivités : Conseil Communal, Conseil de Cercle et Assemblée Régionale à inscrire dans leur budget l'action des Commissions Locales de Récupération des Armes Légères, des points focaux de cercle et du point focal régional ;
- Saisir les opportunités de financement pour leur structure.

Le Royaume de Belgique et la CTB devraient :

- Disséminer auprès d'autres intervenants et bailleurs de fonds, l'expérience du projet d'Appui aux Commissions Locales de Récupération des Armes Légères de la région de Tombouctou ;
- Appuyer la CNLPAL auprès des partenaires techniques et financiers.

7. Conclusions

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Les activités et les finances dans leur exécution ont respecté toutes les dispositions du projet. Tout en prenant acte de la note par rapport à la conformité de l'utilisation et la gestion aux dispositions de la Convention Spécifique, de la Convention de Mise en Œuvre et du manuel de procédures du projet, nous confirmons sa réussite.	L'ancrage institutionnel du projet et sa modalité de gestion sont de nature à pérenniser les acquis. La CNLPAL devrait dans sa recherche de financement, capitaliser les acquis et organiser un plaidoyer/Lobbying auprès des institutions de financement pour de nouveaux partenariats. Plusieurs bailleurs de fonds s'intéressent au domaine, qui du reste, est sensible et demande des actions à long terme.

QUATRIEME PARTIE. ANNEXES.

Annexes
Annexe 1 Résumé des résultats
Annexe 2 Etat des recettes et dépenses
Annexe 3 Taux de déboursement de la prestation
Annexe 4 Personnel de la prestation
Annexe 5 Sous traitances
Annexe 6 Equipements
Annexe 7 Formations
Annexe 8 Bailleurs de fonds

ANNEXE 1. Résumé des résultats et des activités (en fonction du cadre logique)

Résultats Intermédiaires	Indicateurs (prévus ou réalisés)	Etat de réalisation
<p>R1. Mise en place des structures légitimes de gestion du projet</p>	<p>Les différentes structures impliquées dans le pilotage, le suivi et la mise en œuvre du Projet sont opérationnelles (structures mises en place, le mandat de chaque structure est connu par ses animateurs, les moyens de travail sont mobilisés)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les procédures administratives et financières de gestion du projet sont connues et respectées par les parties prenantes. - Les CLRAL mises en place comptent parmi leurs membres des femmes et des jeunes (capables d'exprimer leurs préoccupations spécifiques et participer aux débats). - Un dispositif de suivi - évaluation des activités du projet est mis en place et est opérationnel (composition, objectifs, résultats attendus, outils, méthodes périodicité de suivi par résultat principal). 	<ul style="list-style-type: none"> - La SMCL est opérationnelle et ses attributions sont connues; - La Cellule de Coordination du projet est en place et les contrats sont signés - 56 / 56 Commissions Locales de Récupération des Armes Légères, sont opérationnelles ; - Le Comité Consultatif Régional est créé et est fonctionnel - Toutes les structures sont dotées de moyens pour leur fonctionnement et sont au travail - Un Manuel de Procédures administratives et financières de gestion du projet élaboré, est appliqué et mis à jour. - Respectivement 8,12% et 13 % des 616 membres des CLRAL sont des femmes et des jeunes ; - Un dispositif de suivi - évaluation des activités du projet est mis en place et est opérationnel : le comité consultatif régional ; - Un réseau des CLRAL ou dispositif de pérennisation est mis en place.
<p>R.2 Les capacités de communication, sensibilisation et d'animation des différents acteurs sont renforcées</p>	<p>Un plan de communication validé par les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet existe et est mis en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins deux (2) supports pédagogiques sont produits pour chacun des principaux résultats du projet. (outils d'appui à la communication, animation, sensibilisation, formation, suivi - évaluation...) - Les CLRAL, sont capables de mettre en œuvre le plan de communication 	<ul style="list-style-type: none"> - Le guide du désarmement est disponible et les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet l'utilisent ; - Les supports pédagogiques sont produits pour chacun des principaux résultats du projet. (outils d'appui à la communication, animation, sensibilisation, formation, suivi -évaluation...) - Les CLRAL, sont capables de mettre en œuvre le plan de communication
<p>R 3 Les opérations de collecte, de stockage, de destruction des armes et de régularisation sont réalisées.</p>	<p>les structures compétentes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sept (7) magasins de dépôt des armes saisies et des excédents d'armes existent et 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 396 armes illicites dont 838 armes de guerre sont récupérées et sécurisées dans les brigades de Niono, Ténékou, Niafunké, Diré,

	<p>sont sécurisés par les autorités compétentes de la région</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plus des ¾ de détenteurs d'armes de chasse et/ou de traite auront régularisé leur situation au niveau des bureaux militaires avant la fin du projet. - Les capacités des acteurs directement concernés par la prévention et la gestion des conflits sont renforcées 	<p>Goundam, Gourma-Rharous et la région militaire de Tombouctou.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 cérémonies de destruction organisées ; • 9 207 munitions dont des grenades offensives et défensives récupérées; • 1 900 demandes de permis de fusil de chasse ont été enregistrées dont 1259 établis et délivrés.
<p>R4 Les dynamiques de développement solidaire sont renforcées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les CLRAL, sont capables de sensibiliser et d'animer les communautés en vue de l'identification des microprojets d'économie solidaire - La moitié des microprojets à dimension communautaire est portée par des femmes et des jeunes. - Les CLRAL, ont acquis une capacité de mobilisation interne ou externe (prestataires) les rendant aptes à réaliser des études de faisabilité technique, économique, financière et sociale des microprojets identifiés. - Les initiatives éligibles bénéficient des subventions du projet. - L'ensemble de microprojets éligibles a mis en place des structures de gestion adéquates pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. - Au moins une étude et deux recherche-action sur des thèmes jugés pertinents par les différents acteurs sont conduites. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les Collectivités Territoriales, ont réalisé 63 projets collectifs avec l'ANICT ; - Les CLRAL, ont identifié avec les communautés 159 idées de projet traduites en microprojets d'économie solidaire ; - La moitié des microprojets est portée par des femmes et des jeunes ; - Les CLRAL, ont toutes contractualisé avec des prestataires et des fournisseurs ; - Les initiatives d'économie solidaire ont bénéficié de financement ; - Chaque microprojet est géré par un comité de gestion. Sa mise en œuvre, son suivi – évaluation, sont assurés par la CLRAL ; - GIRAD-AFRIQUE a réalisé une « Etude sur la circulation des armes légères et l'analyse des mécanismes traditionnels de lutte contre leur prolifération dans les communes de Nampalari, Kareri-Dioura, Léré, Tilemsi, Ber, Salam et Essakane », - - - FAGUIBINE-CONSULT-Sarl » a réalisé une recherche – action sur la consolidation de la paix dans la zone du projet.

Activités planifiées	Etat de réalisation des activités (avec commentaires et remarques)
<p>R1.</p> <p>Activité 1 Informer les autorités sur le démarrage du projet</p> <p>Activité 2 : Mettre en place la Cellule de Coordination du projet</p> <p>Activité 3 : Installer les commissions locales</p> <p>Activité 4 : Préparer pédagogiquement les Commissions locales</p>	<p>- Les autorités ont accompagné le projet. A tous les niveaux, elles ont été informées officiellement à travers la CNLPAL, la SMCL, Le Comité consultatif Régional et les CLRAL. Un compte rendu régulier des activités est fait.</p> <p>- Un Chargé de projet, un Responsable administratif et financier, une Assistante administrative, un Chauffeur et deux Gardiens sont recrutés sur appel à candidatures.</p> <p>- 56 Arrêtés de création des Commissions locales sont en vigueur, 5 décisions de création des Points focaux de cercle sont prises et une décision est prise pour la création du réseau régional des CLRAL (Point focal régional) ;</p> <p>- Les structures et instances pérennes du projet se sont appropriées le projet.</p>
<p>R2.</p> <p>Activité 1 : Elaborer un plan de communication et des supports pédagogiques</p> <p>Activité 2 : Mettre en œuvre un programme de communication</p> <p>Activité 3 : organiser des activités d'animation et de renforcement des capacités des Comités de gestion, des bureaux militaires, des Commissions communales et des agents de sécurité</p>	<p>- Le guide du désarmement est traduit dans six (6) langues locales. Il est détaillé et facilite la sensibilisation.</p> <p>- Les CLRAL ont exploité le guide et ont développé leur plan de communication pour atteindre le maximum de groupes.</p> <p>- Les présidents, les trésoriers, les délégués, les femmes, les représentants des forces armées et de sécurité ont bénéficié de renforcement de leurs capacités. Les bureaux militaires ont été réanimés sous la supervision des préfets pour enregistrer les demandes de permis d'achat ou de port d'armes.</p>
<p>R3</p> <p>Activité 1 : Collecter les armes légères détenues par les populations.</p> <p>Activité 2 : Traiter et détruire les armes</p> <p>Activité 3 : Régulariser les armes détenues de façon illégale</p> <p>Activité 4 : Prévenir, gérer et résoudre pacifiquement les conflits</p>	<p>Les armes ont été déposées volontairement. Les imams ont joué un rôle important dans le processus. A priori certains détenteurs ont remis leurs armes à des imams. Des grenades de toute sorte étaient déposées avec allumeur. Les armes récupérées par les services spécialisés étaient traitées. Malgré tout, au cours des cérémonies, des balles crépitent.</p> <p>Grâce à la collaboration des forces armées et de sécurité, le projet n'a pas connu de contentieux judiciaire. Des éléments des forces armées qui ont soupçonné certains porteurs d'armes qui déclaraient vouloir les rendre à une Commission ont protégé lesdits porteurs jusqu'à la destination finale pour les formalités de dépôt.</p> <p>Des espaces de dialogue ont été créés à travers 6 rencontres intercommunales. La recherche de la paix et de la sécurité était le leitmotiv de tous.</p>

R 4

Activité 1 : Préparer les initiatives d'économie solidaire

Activité 2 : Mettre en œuvre les initiatives d'économie solidaire

Activité 3 : Appuyer les initiatives d'études et de recherche action

Activité 4 : Encourager les efforts de remise volontaire des armes

Activité 5 : Capitaliser l'expérience du projet

Les CLRAL depuis la phase de sensibilisation et de collecte ont incité à la réflexion sur des idées pertinentes de microprojets. La CCP a sensibilisé les sous-préfets, maires et présidents des CLRAL pour un choix judicieux et consensuel de projets collectifs répondant aux aspirations des populations pour la satisfaction de leurs besoins sociaux de base.

Les microprojets ont été après leur montage par les prestataires, revus par les techniciens et validés sous la supervision des préfets. Le service du développement social et de l'économie solidaire a partout donné son avis et apprécié les investissements.

Les efforts sont en cours afin de poursuivre la sensibilisation pour la remise volontaire des armes. Aucune arme n'a été prise autrement que par la volonté du propriétaire.

Le projet est une expérience à tout point de vue qui mérite d'être capitalisé. Un film documentaire est réalisé.

ANNEXE 2
ETAT DE RECETTES DEPENSES

Code Budget	Description des postes budgétaires	Code Tâche	COUT TOTAL CONTRIBUTION BELGE	DEPENSES CUMULEES EURO	Balance	Taux d'Exécution	DEPENSES CUMULEES FCA
A ...			1 610 441,32	1 595 355,93	15 085,39	99%	1 046 484 889,78
	01 Les structures légitimes de gestion sont mises en place						
A_01_01	01 Mission d'information dans les sites du projet	COGEST	46 283,13	39 302,19	6 980,94	85%	25 780 546,65
A_01_02	02 Mise en place de l'unité de gestion du projet	COGEST	4 568,97	4 568,97	0,00		2 997 047,85
A_01_03	03 Installation et appui institutionnel des CCRAL	COGEST	30 994,71	24 013,77	6 980,94	77%	15 752 000,53
A_01_04	04 Préparation pédagogique des CCRAL	COGEST	10 719,45	10 719,45	0,00	100%	7 031 498,26
	02 Les capacités de communication, d'animation et de sensibilisation des différents acteurs, sont renforcées						
A_02_01	01 Elaboration du plan de communication et des supports pédagogiques	COGEST	13 548,14	13 548,14	0,00	100%	8 886 997,27
A_02_02	02 Mise en oeuvre du programme de communication (contractualisation)	COGEST	0,00		0,00	0%	0,00
A_02_03	03 Lancement et clôture médiatisée	COGEST	7 512,23	7 512,23	0,00	100%	4 927 699,85
A_02_04	04 Organisation des activités d'animation et de renforcement des capacités 300 pers * 4 j	COGEST	23 449,18	23 449,18	0,00	100%	15 381 653,77
	03 Les opérations de collecte, de destruction et de régularisation des armes légères, sont réalisées						
			274 033,93	274 033,93	0,00	100%	179 754 474,62

A_03_01	01 Appui pour la sensibilisation et la collecte des armes	COGEST	179 280,04	179 280,04	0,00	100%	117 599 997,20
A_03_02	02 Traitement des armes dans 07 dépôts (prestations de l'armée)	COGEST	0,00	0,00	0,00	0%	
A_03_03	03 Opération de destruction des armes (Mini flammes de la paix)	COGEST	0,00	0,00	0,00	0%	
A_03_04	04 Prise en charge des saisies d'armes et autres contentieux	COGEST	0,00	0,00	0,00	0%	
A_03_05	05 Cérémonies finale à Tombouctou	COGEST	65 137,62	65 137,62	0,00	100%	42 727 477,80
A_03_06	06 Redynamisation des bureaux militaires (petit mobilier et fournitures diverses) : 1 060 000/cercle*8cercles	COGEST	0,00	0,00	0,00		
A_03_07	07 Contribution au frais d'enregistrement et d'immatriculation: 35 000/commune * 56 Comm.	COGEST	0,00	0,00	0,00	0%	
A_03_08	08 Prévention et gestion pacifique des conflits	COGEST	28 472,90	28 472,90	0,00	100%	18 676 998,07
A_03_09	09 Récompenses et mérite (pins, médailles, décorations, etc.)	COGEST	1 143,37	1 143,37	0,00	100%	750 001,56
	04 Les dynamiques de développement d'une économie solidaire sont renforcées		1 245 614,71	1 237 510,26	8 104,45	99%	811 753 517,62
A_04_01	01 Préparation des IES	COGEST	0,00	0,00	0,00		
A_04_02	02 Mises en oeuvre des IES	COGEST	1 216 699,09	1 208 594,64	8 104,45	99%	792 786 114,27
A_04_03	03 Appui aux initiatives d'études et de recherche action	COGEST	28 915,62	28 915,62	0,00	100%	18 967 403,35
	Z General Means		393 196,32	356 441,16	36 755,16	91%	233 810 073,99
	01 General Means		393 196,32	356 441,16	36 755,16	91%	233 810 073,99
Z_01_01	01 Ressources humaines	REGIE	46 582,75	41 267,77	5 314,98	89%	27 069 882,61
Z_01_02	02 Ressources humaines	COGEST	99 900,22	89 280,92	10 619,30	89%	58 564 444,44
Z_01_03	03 Moyens logistiques	REGIE	31 770,38	31 770,38	0,00	100%	20 840 003,15
Z_01_04	04 Moyen logistique	COGEST	4 573,47	4 573,47	0,00	100%	2 999 999,66
Z_01_05	05 Frais de fonctionnement	REGIE	15 593,27	15 577,49	15,78	100%	10 218 163,61
Z_01_06	06 Frais de fonctionnement	COGEST	68 025,61	67 766,47	259,14	100%	44 451 890,36
Z_01_07	07 Comité de pilotage	REGIE	5 438,56	5 438,56	0,00	100%	3 567 461,50

Z_01_08	08 Monitoring, évaluation et capitalisation	REGIE	58 368,31	42 775,81	15 592,50	73%	28 059 092,00
Z_01_09	09 Monitoring, évaluation, capitalisation	COGEST	17 576,23	14 951,29	2 624,94	85%	9 807 403,33
Z_01_10	10 Comité consultatif régional	COGEST	4 734,79	4 734,79	0,00	100%	3 105 818,64
Z_01_11	11 Consultance ponctuelle	COGEST	22 547,02	22 547,02	0,00	100%	14 789 875,60
Z_01_12	12 Comité de Pilotage	COGEST	10 605,38	7 959,34	2 646,04	75%	5 220 984,79
Z_01_13	13 Installation et fonctionnement Internet	REGIE	7 480,33	7 797,85	-317,52	104%	5 115 054,29
	TOTAL		2 003 637,64	1 951 797,09	51 840,55	97%	1 280 294 963,77
	Régie		165 233,60	144 627,86	20 605,74	88%	94 869 657,16
	Cogestion		1 838 404,04	1 807 169,23	31 234,81	98%	1 185 425 306,60

LISTE DES ENGAGEMENTS au 26/10/2009

N°	Activités	Bénéficiaire	Coût Total	Payé	Reliquat	€
3	Salaires Personnel Cogestion		6 596 804,00	-	6 596 804,00	10 056,76
4	Salaires Personnel Régie		3 218 333,00	-	3 218 333,00	4 906,32
7	Appui Technique au dispositif de perennisation du projet		3 700 000,00	-	3 700 000,00	5 640,61
9	Reliquat 25% micro-projets	CLRAL de Lafia et Alafia	5 310 931,00	-	5 310 931,00	8 096,46
10	Fonctionnement bureau		1 049 183,54	-	1 049 183,54	1 599,47
12	Evaluation finale		10 228 009,52	-	10 228 009,52	15 592,50
13	Comité de pilotage		604 940,00	-	604 940,00	922,23
14	Internet	Orange Mali	456 279,00	-	456 279,00	695,59
15	Film Documentaire		3 966 500,00	1 983 250,00	1 983 250,00	3 023,45
16	Fonctionnement régie		10 351,00	-	10 351,00	15,78
	TOTAL		35 141 331,06	1 983 250,00	33 158 081,06	50 549,17
				REGIE	13 912 972,52	21 210,19
				COGESTION	19 245 108,54	29 338,98

ANNEXE 3 : Taux de déboursement de la prestation.

Source de Financement	Budget Cumulé	Dépenses Réelles cumulées	Taux de déboursement	Commentaires remarques
Contribution Belge €	2 003 637,64	1 950 863,97	97%	
Contribution Etat Partenaire FCFA	342 410 000,00	276 122 777,00	81%	
Contribution fonds Contrepartie				
Autres				

ANNEXE 4 : Personnel de la prestation

PERSONNEL DE LA PRESTATION

Type de personnel (Titre, nom et Genre)	Durée de recrutement (date début et fin)	Commentaires (délais de recrutement, pertinence de la fonction ou du profil)
1. Personnel national mis à la disposition par le pays partenaire		
Abdel Hamid MAIGA, Chargé de PROJET	Du 17/04/2007 au 18/11/2009	
Sidi Mohamed FASSOUKOYE, Responsable Administratif et financier	Du 02/05/2006 au 18/11/2009	
2. Personnel d'appui recruté localement		
Mariam HAIDRA, Assistante Administrative	Du 03/07/2006 au 18/11/2009	
Idoual Ag AHMAD, Chauffeur	Du 02/05/2006 au 18/11/2009	
Aboubacrine Ag HOUSSA, Gardien	Du 12/07/2006 au 18/11/2009	
Bocar HAMMA, Gardien	Du 01/07/2007 au 18/11/2009	
3. Personnel d'encadrement recruté localement		
4 Personnel International (Hors CTB)		
5. Expert en Coopération Internationale (CTB)		

ANNEXE 5 : Sous-traitance et appels d'offres
(Une fiche par sous-traitance)

Titre du marché	Traduction guide du désarmement
Mode de passation du marché	Procédure négociée sans publicité
Date de l'appel d'offres	
Date de début du contrat de sous-traitance	27/07/2006
Nom du sous-contractant (ou firme)	Soumana Kané
Objet du contrat	Traduction du guide du désarmement
Coût du contrat	1 151 010
Durée du contrat	1 mois
Résultats produits	Guide du désarmement traduit dans les langues nationales
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Elaboration plan de communication
Mode de passation du marché	Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	
Date de début du contrat de sous-traitance	05/09/2006
Nom du sous-contractant (ou firme)	Ousmane Badiane Djimeira
Objet du contrat	Elaboration plan de communication
Coût du contrat	8 807 000
Durée du contrat	3 mois
Résultats produits	Elaboration d'un plan de communication
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Conception et édition du guide du désarmement
Mode de passation du marché	Procédure négociée sans publicité
Date de l'appel d'offres	
Date de début du contrat de sous-traitance	30/11/2006
Nom du sous-contractant (ou firme)	Communicances
Objet du contrat	Edition Guide du désarmement
Coût du contrat	3 800 000
Durée du contrat	1 mois
Résultats produits	Mise à disposition du guide du désarmement
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Formation Responsable et Co-responsable du Projet
Mode de passation du marché	Procédure négociée sans publicité
Date de l'appel d'offres	
Date de début du contrat de sous-traitance	23/08/2006
Nom du sous-contractant (ou firme)	Fousseini DIARRA
Objet du contrat	Formation en gestion de projet
Coût du contrat	936 500
Durée du contrat	7 jours
Résultats produits	Renforcement des capacités des responsables en gestion de projet
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Reformulation PACLRAL

Mode de passation du marché

Procédure négociée sans publicité

Date de l'appel d'offres

Date de début du contrat de sous-traitance

05/01/2007

Nom du sous-contractant (ou firme)

Ousmane KORNIO
Zeïni Moulaye

Objet du contrat

Reformulation DTF PACLRAL

Coût du contrat

2 940 000
4 200 000

Durée du contrat

2 mois

Résultats produits

Reformulation du DTF du Projet

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Formation en gestion des CLRAL

Mode de passation du marché

Consultation restreinte

Date de l'appel d'offres

08/06/2007

Date de début du contrat de sous-traitance

25/06/2007

Nom du sous-contractant (ou firme)

CEAFORD Tombouctou

Objet du contrat

Formation des Trésoriers des CLRAL en gestion

Coût du contrat

2 700 000

Durée du contrat

6 jours

Résultats produits

Renforcement des capacités des Trésoriers des CLRAL et mise à disposition des outils de gestion

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Achat véhicule et moto

Mode de passation du marché

Procédure négociée sans publicité

Date de l'appel d'offres

11/10/2006

Date de début du contrat de sous-traitance

Nom du sous-contractant (ou firme)

CFAO Motors

Objet du contrat

Livraison véhicule Toyota 4x4 Pick up et moto DT Yamaha
125

Coût du contrat

15 650 000

Durée du contrat

Résultats produits

Livraison véhicule Toyota 4x4 Pick up et moto DT Yamaha
125

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Achat matériel informatique

Mode de passation du marché

Procédure négociée sans publicité

Date de l'appel d'offres

Date de début du contrat de sous-traitance

15/06/2006

Nom du sous-contractant (ou firme)

TCN et Foutanke Informatique

Objet du contrat

Fourniture matériel Informatique

Coût du contrat

7 255 000

Durée du contrat

Résultats produits

Fourniture matériel Informatique

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Achat et installation RAC

Mode de passation du marché

Procédure négociée sans publicité

Date de l'appel d'offres

Date de début du contrat de sous-traitance

13/08/2007

Nom du sous-contractant (ou firme)

ALBARKA SARL

Objet du contrat

Installation RAC

Coût du contrat

3 189 850

Durée du contrat

3 mois

Résultats produits

Installation RAC

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Elaboration manuel de procédures PACLRAL
Mode de passation du marché	Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	22/06/2007
Date de début du contrat de sous-traitance	23/07/2007
Nom du sous-contractant (ou firme)	CEC - LD Tombouctou
Objet du contrat	Elaboration du Manuel de Procédures du PACLRAL
Coût du contrat	1 600 000
Durée du contrat	30 jours
Résultats produits	Elaboration du Manuel de Procédures du PACLRAL
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Formation des femmes membres de CLRAL
Mode de passation du marché	Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	16/10/2007
Date de début du contrat de sous-traitance	25/10/2007
Nom du sous-contractant (ou firme)	CENAFOD Tombouctou
Objet du contrat	Formation des femmes membres des CLRAL
Coût du contrat	800 000
Durée du contrat	6 jours
Résultats produits	Renforcement des capacités des femmes membres des CLRAL
Commentaires :	

Sous traitance et appels d'offres

Titre du marché

Avis juridique protocole ANICT/CNLPAL

Mode de passation du marché

Procédure négociée sans publicité

Date de l'appel d'offres

13/11/2007

Date de début du contrat de sous-traitance

Nom du sous contractant (ou firme)

Abdoulaye Yaya SECK

Objet du contrat

Avis sur le protocole ANICT/PACLRAL

Coût du contrat

739 250

Durée du contrat

7 jours

Résultats produits

Avis sur le protocole ANICT/PACLRAL

Commentaires :

Sous traitance et appels d'offres

Titre du marché

Audit Fonds Sensibilisation

Mode de passation du marché

Procédure négociée sans publicité

Date de l'appel d'offres

30/01/2008

Date de début du contrat de sous-traitance

Nom du sous contractant (ou firme)

Cabinet SEC DIARRA

Objet du contrat

Audit fonds sensibilisation

Coût du contrat

2 920 000

Durée du contrat

2 mois

Résultats produits

Audit fonds sensibilisation

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Etude sur la circulation des armes et des mécanismes traditionnels de règlement des conflits
Mode de passation du marché	Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	09/05/2008
Date de début du contrat de sous-traitance	01/07/2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	Girad – Afrique
Objet du contrat	Etude sur la circulation des armes
Coût du contrat	7 000 000
Durée du contrat	21 jours
Résultats produits	Rapport sur la circulation des armes et les mécanismes traditionnel de gestion des conflits
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Audit 75% financement micro-projets
Mode de passation du marché	Procédure négociée sans publicité
Date de l'appel d'offres	
Date de début du contrat de sous-traitance	21/01/2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	EGCC International
Objet du contrat	Audit 75 % micro - projets
Coût du contrat	6 357 957
Durée du contrat	2 mois
Résultats produits	Audit 75 % micro - projets
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Formation en gouvernance des Présidents des CLRAL

Mode de passation du marché

Consultation restreinte

Date de l'appel d'offres

20/02/2009

Date de début du contrat de sous-traitance

25/02/2009

Nom du sous-contractant (ou firme)

Faguibine Consult

Objet du contrat

Formation des Présidents des CLRAL en Gouvernance démocratique

Coût du contrat

400 000

Durée du contrat

5 jours

Résultats produits

Renforcement des capacités des Présidents des CLRAL

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Suivi - évaluation micro - projets

Mode de passation du marché

Consultation restreinte

Date de l'appel d'offres

16/03/2009

Date de début du contrat de sous-traitance

01/04/2009

Nom du sous-contractant (ou firme)

Mahalmadane DEDEOU

Objet du contrat

Suivi - évaluation des micro - projets

Coût du contrat

4 878 925

Durée du contrat

1 mois

Résultats produits

Rapport de suivi sur l'exécution des micro - projets
d'économie solidaire

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Clôture monument de la paix

Mode de passation du marché

Avis d'Appel d'offre

Date de l'appel d'offres

26/02/2009

Date de début du contrat de sous-traitance

06/03/2009 avenant 22/06/2009

Nom du sous-contractant (ou firme)

Entreprise SANE TOURE

Objet du contrat

Construction clôture Monument de la paix

Coût du contrat

28 889 185

Durée du contrat

3 mois

Résultats produits

Réalisation de la clôture dans le cadre de la visibilité du Projet

Commentaires :

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Formation en gestion saine des Présidents des CLRAL
Mode de passation du marché	Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	13/05/2009
Date de début du contrat de sous-traitance	03/06/2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	Faguibine Consult
Objet du contrat	Formation des Présidents des CLRAL en Gestion saine
Coût du contrat	400 000
Durée du contrat	5 jours
Résultats produits	Renforcement des capacités des Présidents des CLRAL
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Renforcement des capacités des Trésoriers de CLRAL
Mode de passation du marché	Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	02/06/2009
Date de début du contrat de sous-traitance	05/06/2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	Faguibine Consult
Objet du contrat	Renforcement des capacités des Trésoriers des CLRAL
Coût du contrat	400 000
Durée du contrat	5 jours
Résultats produits	Renforcement des capacités des Trésoriers des CLRAL
Commentaires :	

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché

Recherche action sur la consolidation de la paix

Mode de passation du marché

Consultation restreinte

Date de l'appel d'offres

07/06/2009

Date de début du contrat de sous-traitance

23/06/2009

Nom du sous-contractant (ou firme)

Faguibine Consult

Objet du contrat

Recherche action sur la consolidation de la paix

Côût du contrat

4 732 000

Durée du contrat

30 jours

Résultats produits

Rapport sur la consolidation de la paix dans la zone du projet

Commentaires :

Etude en cour

Sous Traitance et appels d'offres

Titre du marché	Réalisation d'un film documentaire pour la capitalisation.
Mode de passation du marché	Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	28/09/2009
Date de début du contrat de sous-traitance	10/10/2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	CESPA
Objet du contrat	Réalisation d'un film documentaire pour la capitalisation.
Coût du contrat	3 966 500
Durée du contrat	21 jours
Résultats produits	CD/DVD CAM
Commentaires :	Réalisation en cour

ANNEXE 6 : Liste des Equipements acquis par la prestation

Type d'équipement	Nombre	Coût		Date de livraison		Remarques
		<i>prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>prévue</i>	<i>Réelle</i>	
Réfrigérateur	1		275 000		28/04/2006	
Bureau MF avec retour	4		600 000		28/04/2006	
Fauteuil demi ministre	4		280 000		28/04/2006	
Chaise visiteur	12		372 000		28/04/2006	
Coffre fort	1		150 000		28/04/2006	
Armoire en bois deux battants	1		160 000		28/04/2006	
Armoire métallique	4		150 000		28/04/2006	
Banquette	2		110 000		28/04/2006	
Ordinateur Dell Optiplex 170 L	1		780 000		09/06/2006	
Ordinateur Dell Optiplex 170 L	1		780 000		09/06/2006	
Imprimante HP Laserjet 1320	1		270 000		09/06/2006	
Ordinateur Portable Toshiba Satellite Intel Centrino Pentium M740	1		950 000		09/06/2006	
Ordinateur Portable Toshiba Satellite Intel Centrino Pentium M740	1		950 000		09/06/2006	
Autocommutateur Panasonic (KA 3 x 8)	1		425 000		08/05/2006	
Poste opérateur Panasonic K A 3x8	1		150 000		08/05/2006	
Poste téléphone Panasonic	5		137 000		08/05/2006	
Fax Panasonic kx-Fp 342cx	1		175 000		07/06/2006	
Photocopieur Canon IR 2016	1		950 000		16/06/2006	
Scanner HP 4370	1		175 000		16/06/2006	
Imprimante HP Laserjet 1320	1		270 000		16/06/2006	
Appareil photo numérique Euro-cyber	1		802 500		08/08/2006	
Graveur DVD externe	1				08/08/2006	
Caméra numérique	2				08/08/2006	
Dictaphone SONY TCM-150	1				08/08/2006	
Tables en bois	4		100 000		01/08/2006	
Chaises en bois	25		250 000		01/08/2006	
Table photocopieuse	1		20 000		10/10/2006	
Tablette en bois	1		10 000		07/06/2006	
Etagères	2		75 000		08/06/2006	
Véhicule Toyota 4x4	1		15 650 000		15/05/2007	
Moto DT 125	1				16/05/2007	
Imprimante colorjet 1600	1		400 000		16/08/2007	
Fauteuil ministre	1		150 000		10/05/2007	
Stabilisateurs	4				16/06/2006	
Onduleurs	2				16/06/2006	
Station fixe HF CODAN NGT-VR	1		1 412 350		19/10/2007	
Station Mobile HF CODAN NGT-VR	1		1 527 500		19/10/2007	

Annexe 7. Formations

Type de formation	Pays, Institution, Durée	Nom ou Nombre de personnes formées	Dates de la formation	Sujet, contenu et niveau
Formation Responsable et Co-responsable du Projet	Bamako durant 6 jours	2	Du 23 au 29/08/2006	Formation en gestion de projets
Formation en gestion	Tombouctou pour les Trésoriers et Présidents des CLRAL 3 jours	103	Du 21 au 24/06/2007	Formation sur la tenue des documents comptables
Formation des Forces Armées et de Sécurité	3 jours à Tombouctou et Goundam	147	Le 31/10/2007 et le 06/11/07	Informations générales sur le projet et rôle des FAS dans l'exécution du PROJET
Formation des femmes membres de CLRAL	2 jours Tombouctou	43	Du 01 au 02/11/2007	Implication des femmes dans la sensibilisation et la récupération des armes
Formation du Chargé de Projet	Ghana	21	Du 06 au 27 juillet 2008	Formation en Anglais
Formation en Gouvernance pour les présidents des CLRAL	3 jours à Tombouctou	56	Du 26 au 28/02/2009	Renforcement des capacités des Présidents des CLRAL en gouvernance démocratique
Formation en gestion saine pour les Présidents de CLRAL	3 jours à Tombouctou	57	Du 04 au 06/02/2009	Renforcement des capacités des Présidents des CLRAL en gestion saine
Renforcement des capacités des Trésoriers des CLRAL	4 jours à Tombouctou	45	Du 08 au 10/02/2010	Renforcement des capacités des Trésoriers des CLRAL en gestion et vie associative

ANNEXE 8. Interventions des Bailleurs de fonds

Interventions d'autres bailleurs de fonds sur le même projet ou dans des projets contribuant à un même objectif spécifique.

Bailleurs de fonds intervenant dans le même projet			
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs
Néant			
Commentaires			
Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique			
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs
Néant			
Commentaires			